

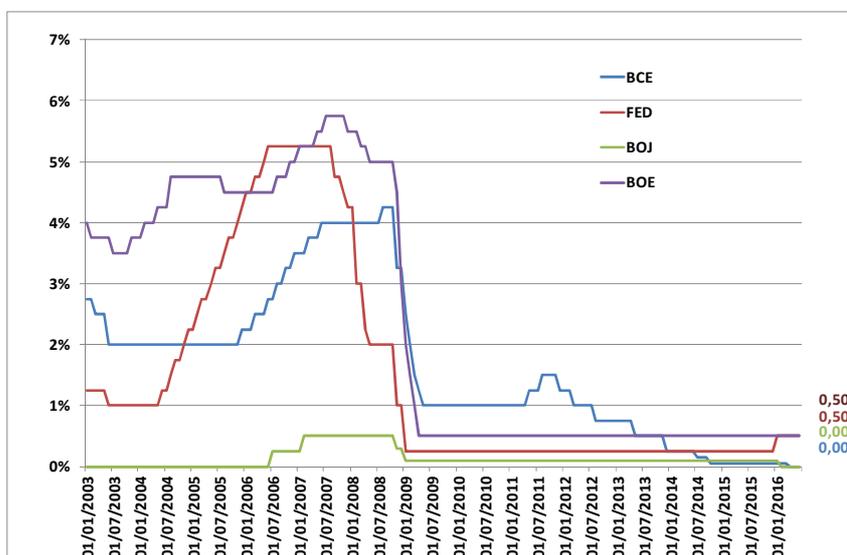
1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Réunion du Conseil des gouverneurs du 21 juillet 2016

À l'issue de la réunion du 21 juillet 2016 du Conseil des gouverneurs, Mario Draghi a déclaré : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser les taux directeurs de la BCE inchangés. Nous continuons de penser que les taux directeurs devraient rester à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous confirmons que les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif. Nous avons aujourd'hui examiné les évolutions survenues depuis notre dernière réunion de politique monétaire, début juin. À la suite du référendum organisé par le Royaume-Uni sur son appartenance à l'Union européenne, nous estimons que les marchés financiers de la zone euro ont résisté de façon encourageante à la recrudescence des incertitudes et de la volatilité. L'annonce par les banques centrales de leur disponibilité à fournir des liquidités, si nécessaire, nos mesures de politique monétaire accommodante ainsi qu'un cadre de réglementation et de surveillance robuste sont autant d'éléments qui ont contribué à contenir les tensions sur les marchés. Les conditions de financement restent extrêmement favorables, ce qui participe au renforcement de la création de crédit. Elles apportent un soutien continu à notre scénario de référence basé sur un redressement économique régulier et une accélération des taux d'inflation. Dans le même temps, compte tenu des incertitudes actuelles, le Conseil des gouverneurs continuera de suivre très attentivement les évolutions économiques et des marchés financiers et de protéger les effets de sa politique monétaire accommodante sur l'économie réelle. Au cours des prochains mois, lorsque nous aurons davantage d'informations, y compris de nouvelles projections macroéconomiques, nous serons mieux en mesure de réévaluer les conditions macroéconomiques sous-jacentes, les trajectoires les plus probables de l'inflation et de la croissance et la distribution des risques autour de celles-ci. Le cas échéant, pour atteindre son objectif, le Conseil des gouverneurs agira en utilisant tous les instruments à sa disposition dans le cadre de son mandat ».

La déclaration introductive : <http://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2016/html/is160721.fr.html>

Taux directeurs des principales banques centrales



Chômage

Progression du chômage en France sur un mois et baisse sur l'année

Fin mai 2016, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 520 300. Ce nombre diminue sur trois mois de 2,0 % (soit -70 700 personnes), progresse de 0,3 % sur un mois (+9 200 personnes) et recule de 1,0 % sur un an (-34 400 personnes). Sur trois mois, ce nombre diminue de 1,8 % pour les moins de 25 ans (+0,9 % sur un mois et -7,6 % sur un an), de 2,3 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+0,3 % sur un mois et -1,3 % sur un an) et de 1,3 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (-0,1 % sur un mois et +4,2 % sur un an).

Chômage en baisse en zone euro comme dans l'UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,1 % en mai 2016, en baisse par rapport au taux de 10,2 % enregistré en avril 2016 et à celui de 11,0 % de mai 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis juillet 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,6 % en mai 2016, en baisse par rapport au taux de 8,7 % d'avril 2016 et à celui de 9,6 % de mai 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis mars 2009. Eurostat estime qu'en mai 2016, 21,084 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,267 millions dans la zone euro. Par rapport à avril 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 96 000 dans l'UE28 et de 112 000 dans la zone euro. Comparé à mai 2015, le chômage a baissé de 2,166 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,440 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en mai 2016 ont été enregistrés en République tchèque (4,0 %), à Malte (4,1 %) ainsi qu'en Allemagne (4,2 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (24,1 % en mars 2016) et en Espagne (19,8 %).

Inflation

Hausse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,1 % en juin 2016, en hausse par rapport au mois de mai où il était de -0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en juin (1,1 %, comparé à 1,0 % en mai), suivis de l'alimentation, alcool et tabac (0,9 %, stable comparé à mai), des biens industriels non énergétiques (0,4 %, comparé à 0,5 % en mai) et de l'énergie (- 6, 5 %, comparé à - 8,1 % en mai).

Banque de France

Rue de la Banque N° 28, juillet 2016 - Fragmentation financière dans la zone euro : quelle évolution depuis 2008 ?

La fragmentation financière se définit comme le paiement de primes de risque de crédit plus élevées par des émetteurs d'obligations aux caractéristiques similaires lorsqu'ils sont situés dans les pays dits de la périphérie de la zone euro. Lors de la crise des dettes souveraines, cette fragmentation financière a atteint des niveaux très élevés, mais elle a fortement reculé à partir de l'annonce par la Banque centrale européenne du programme d'opérations monétaires sur titres (OMT).

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/rue-de-la-banque-RDB-28_FR.pdf

États-Unis

Créations d'emplois

Les États-Unis ont créé 287 000 emplois en juin, une performance exceptionnelle qui augmente la probabilité de voir la Fed relever ses taux en septembre.

Chine

Remonté de l'indice PMI

L'activité dans le secteur chinois des services a bondi en juin, à son rythme le plus élevé depuis 11 mois. L'indice PMI est remonté à 52,7 après avoir reculé à 51,2 en mai.

Actualité législative

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 relative aux marchés d'instruments financiers :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032752927&categorieLien=id>

Ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 relative aux marchés d'instruments financiers :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032752983&categorieLien=id>

2- Brèves régionales

L'effet positif du Brexit sur l'économie de la Nouvelle-Calédonie

Une semaine après l'annonce du Brexit et ses effets perturbateurs sur les cours mondiaux des matières premières, la bourse de Londres rebondit. En particulier, les prix du nickel et des métaux augmentent de nouveau. Secteur porteur de l'économie calédonienne, cette reprise permet au Territoire de réduire les pertes occasionnées à la suite de la chute des cours du nickel.

Pour en savoir plus : [https:// la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/l-apres-brexit-dope-le-nickel-caledonien-eramet-et-la-sln-rebondissent-376337.html](https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/l-apres-brexit-dope-le-nickel-caledonien-eramet-et-la-sln-rebondissent-376337.html)

Le parti conservateur remporte les élections législatives en Australie

Les élections législatives ont eu lieu en Australie le 2 juillet dernier. En mai 2016, le premier ministre libéral M. Malcolm TURNBULL avait réalisé une "double dissolution", anticipant les élections devant avoir lieu en fin d'année. Les citoyens australiens ont donc été appelés à voter pour renouveler l'ensemble de la Chambre des représentants et du Sénat. À l'issue des résultats, annoncés le 10 juillet, M. TURNBULL a été réélu. Le Parti conservateur a obtenu la majorité absolue de 76 sièges (sur 150), condition requise à la Chambre des représentants pour former un nouveau gouvernement.

Sommet sur les maladies non transmissibles à Tonga

Le premier sommet océanien sur les maladies non transmissibles (MNT) s'est déroulé à Nuku'alofa (archipel des Tonga) du 20 au 22 juin 2016. Les 22 États et territoires insulaires membres de la Communauté du Pacifique (CPS) se sont donc réunis pour réfléchir aux moyens à mettre en place afin de lutter efficacement contre les MNT, notamment le diabète et l'obésité, qui ne cessent de progresser dans la région Pacifique.

3 – Brèves locales

Ouverture de la session administrative 2016 à l'Assemblée territoriale

La session administrative 2016 de l'Assemblée territoriale s'est ouverte le mardi 28 juin. Le compte définitif de l'exercice 2015 a été voté, de même que le budget supplémentaire de l'exercice 2016. Plusieurs dossiers à délibérer étaient à l'ordre du jour, dont l'adoption de la stratégie de développement 2015-2030, la modification du régime des retraites, la convention pour l'installation d'un distributeur automatique de billets à Futuna ou encore le financement du raccordement du Territoire au câble numérique. D'autres dossiers devaient faire l'objet d'un simple point d'information : téléphonie mobile, renouvellement des aéronefs pour la desserte aérienne intérieure, code minier, jeux d'argent ont ainsi fait partie des dossiers qui devaient être examinés par les élus.

Une délégation des autorités coutumières de Wallis-et-Futuna en visite à Paris

Du 10 au 16 juillet, une délégation des autorités coutumières des îles Wallis-et-Futuna était en visite officielle à Paris pour participer aux célébrations de la Fête nationale du 14 juillet. Elle incluait le roi d'Alo, le roi de Sigave, et le Premier ministre du royaume d'Uvea. Leur déplacement fait suite à l'invitation du Président de la République formulée lors de sa visite officielle sur le Territoire, le 22 février dernier. La délégation a participé à plusieurs réunions de travail organisées en l'occasion, desquelles ont découlé plusieurs annonces. Le partenariat entre Wallis-et-Futuna et les Samoa pour accéder au câble sous-marin en fibre optique "Tui Samoa" a été confirmé. Pour ce qui est de la desserte aérienne du Territoire, une liaison devrait être assurée avec les îles Fidji à partir de 2018. Enfin, une mission d'exploration et de pédagogie sera prochainement organisée afin de révéler les richesses minières sous-marines de l'archipel.

Octroi par l'Agence française de développement d'un prêt relais au Territoire de Wallis-et-Futuna

Le 6 juillet dernier, le Comité de l'Outre-mer de l'Agence française de développement (AFD) a donné son accord pour l'octroi d'un prêt relais au Territoire de Wallis-et-Futuna. D'un montant maximum de 1,55 milliard de F CFP sur une maturité maximum de 3 ans, ce prêt a pour objectif de garantir la réalisation du projet de raccordement de l'archipel au câble sous-marin de communication numérique haut-débit "Tui Samoa", qui reliera prochainement les îles Fidji et Samoa. Le Territoire prévoit de financer intégralement ce projet et les actions identifiées dans le cadre de sa stratégie sectorielle de développement numérique par l'appui budgétaire du XI^e Fonds européen de développement (FED), d'un montant de près de 2,34 milliards de F CFP. La mise en place d'un financement relais a pour objectif de pallier au décalage subsistant entre le calendrier de programmation du XI^e FED, encore en cours d'instruction, et le lancement des travaux du projet de câble porté par les îles Samoa, prévu pour l'été 2016.

Des entreprises sanctionnées par l'Autorité de la concurrence pour mise en œuvre de contrats d'importation exclusifs

Une société de distribution de produits de grande consommation a récemment été sanctionnée par l'Autorité de la concurrence pour mise en œuvre de contrats d'importation exclusifs avec plusieurs importateurs implantés dans des DOM-COM. Les importateurs concernés, qui se trouvent à la Réunion, aux Antilles, en Guyane et sur le Territoire de Wallis-et-Futuna, ont également écopé d'amendes allant de 15 000 € à 250 000 €.

Acquisition d'un tracteur dans le cadre du projet INTEGRE de "création d'un réseau de fermes pilotes bio à Wallis-et-Futuna"

Un tracteur d'une valeur de 5 millions de F CFP a été importé sur le Territoire en juin dernier. Cofinancé par le projet Intègre et le service territorial de l'Environnement, il a été acquis pour les besoins du programme de création d'un réseau de fermes pilotes bio à Wallis-et-Futuna. Bénéficiant d'une enveloppe de 20 millions de F CFP, ce programme s'inscrit dans le cadre du plan d'actions INTEGRE. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances techniques en matière d'agriculture biologique et de les diffuser auprès des agriculteurs et techniciens de Wallis et Futuna, de manière à promouvoir et valoriser l'agriculture biologique sur le Territoire. Trois agriculteurs implantés à Wallis participent à ce programme en tant que professionnels pilotes. Pour mémoire, le projet INTEGRE (Initiative des territoires pour une gestion régionale de l'environnement) est soutenu par l'Union Européenne dans le cadre du Xe FED régional et mis en œuvre par la CPS (Communauté du Pacifique).

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

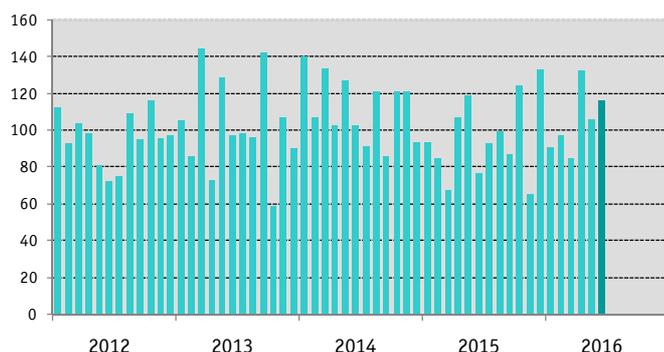
		-1 an	- 1 mois		Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		2T 15		2T 16	114,66	-	-1,5%
SMIG mensuel en XPF		juin-15		juin-16	90 000	-	0,0%
Nombre d'emplois salariés		déc-14		déc-15	2 046	-	-0,2%
Échanges extérieurs (millions de XPF)							
Importations	mensuelles	juin-15	mai-16	juin-16	386	-16,7%	-
	cumulées	juin-15		juin-16	2 643	-	1,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	juin-15	mai-16	juin-16	116	9,5%	-
	cumulés	juin-15		juin-16	626	-	14,5%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	juin-15	mai-16	juin-16	40	40,3%	-
	cumulées	juin-15		juin-16	239	-	7,8%
Énergie					Données brutes	▲/trimestre	▲/an
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestrielle	mars-15	déc-15	mars-16	5 252	9,9%	-
	cumulée	mars-15		mars-16	5 252	-	10,3%
Consommation de gazole ¹ (milliers de litres)	trimestrielle	juin-15	mars-16	juin-16	1 967	1,5%	-
	cumulée	juin-15		juin-16	3 905	-	10,3%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestrielle	juin-15	mars-16	juin-16	398	1,2%	-
	cumulée	juin-15		juin-16	791	-	-0,5%
Transports					Données brutes	▲/mois	▲/an
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	trimestriel	mars-15	déc-15	mars-16	7 820	-	+407
Nombre de passagers vols domestiques	trimestriel	mars-15	déc-15	mars-16	3 677	-	+495
Nombre de touchées de navires de marchandises	mensuel	juin-15	mai-16	juin-16	2	-1	-
	cumulé	juin-15	mai-16	juin-16	14	-	0
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	juin-15	mai-16	juin-16	14	0	-
	cumulé	juin-15	mai-16	juin-16	101	-	+19

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

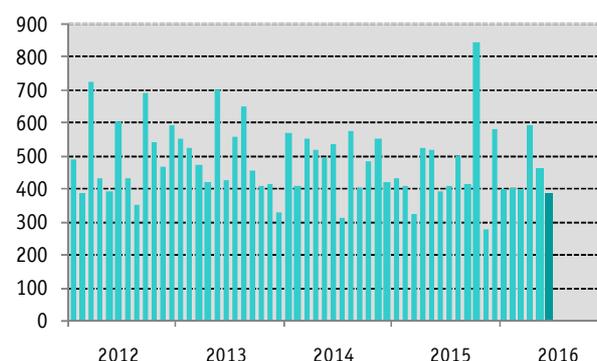
¹ Utilisant le gazole pour la production de l'électricité, la société EEFW explique à elle seule plus de 60 % de la consommation de l'archipel.

nc : non communiqué

Droits de douanes et taxes à l'entrée
(en millions de FCFP)



Importations
(en millions de FCFP)



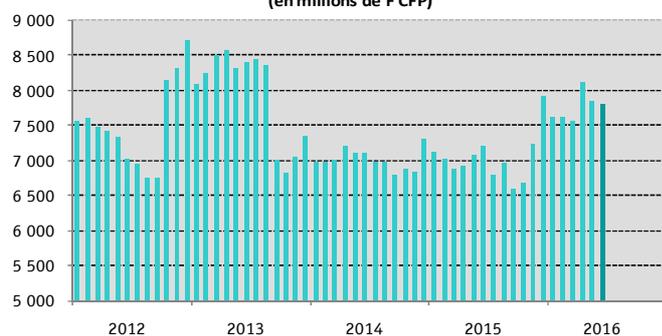
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

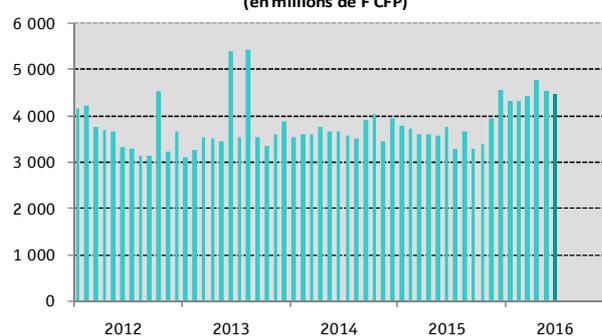
Accroissement de la masse monétaire sur un an résultant d'une augmentation des dépôts à vue

en millions de F CFP	juin-15	mai-16	juin-16	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 060	2 034	2 080	2,3%	1,0%
Dépôts à vue	3 747	4 540	4 455	-1,9%	18,9%
Total M1	5 807	6 573	6 535	-0,6%	12,5%
M2-M1 (comptes sur livrets)	408	522	504	-3,6%	23,5%
M3-M2 (dépôts à terme)	1 010	762	762	0,0%	-24,6%
Total M3	7 224	7 858	7 801	-0,7%	8,0%

Masse monétaire
(en millions de FCFP)



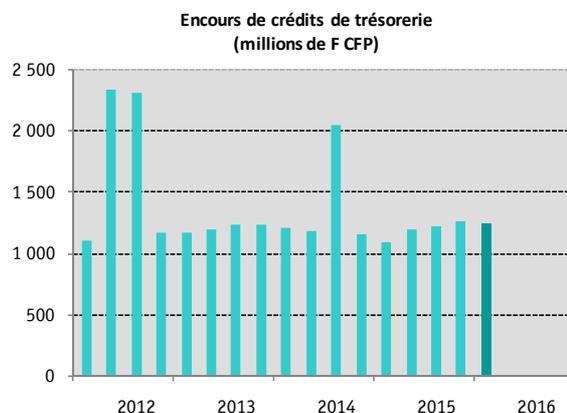
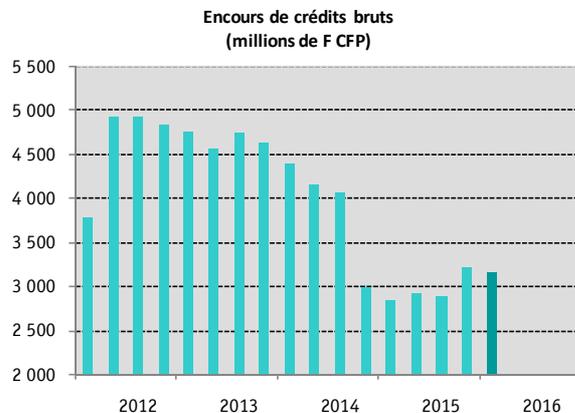
Dépôts à vue
(en millions de FCFP)



Concours de caractère bancaire

Progression de l'encours des crédits, baisse de l'encours des créances douteuses

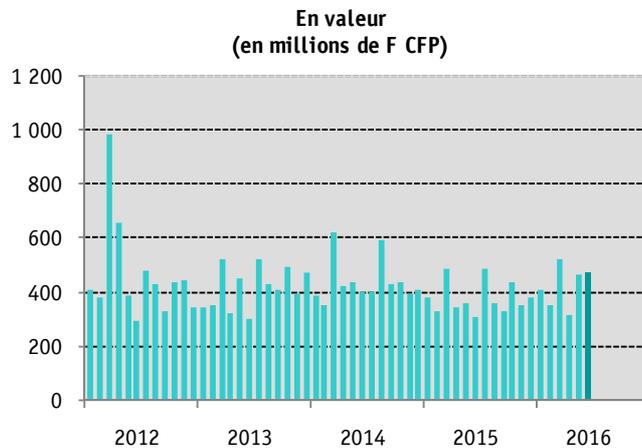
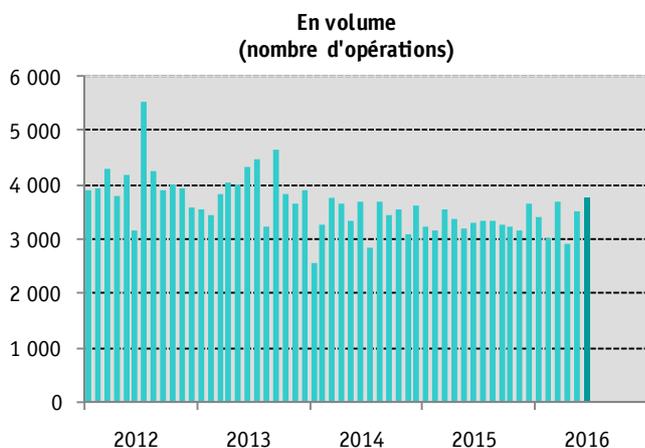
en millions de F CFP	mars-14	mars-15	mars-16	▲/an
Crédits de trésorerie	1 202	1 086	1 251	15,2%
Crédits à l'équipement	2 077	924	1 100	19,1%
Crédits à l'habitat	370	214	221	3,3%
Autres crédits	277	166	211	27,3%
Total encours sain	3 926	2 390	2 784	16,5%
Créances douteuses brutes	461	445	375	-15,7%
Total encours brut	4 386	2 835	3 159	11,4%



Compensation

Progression des opérations de compensation

		juin-15	mai-16	juin-16	▲/mois	▲/an
Compensation	en nombre	3 316	3 505	3 774	7,7%	-
	cumulé	19 809	-	20 299	-	2,5%
Compensation	en millions de CFP	309	463	471	1,6%	-
	cumulé	2 200	-	2 517	-	14,4%



Incidents bancaires

Baisse du nombre d'incidents bancaires sur le mois et à l'année

en nombre		juin-15	mai-16	juin-16	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque		60	51	16	-68,6%	-
	cumulé	359	0	242	-	-32,6%
Retraits de cartes bancaires		0	4	0	-	-
	cumulé	0	0	12	-	-

Interdits bancaires

Contraction du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires à l'année

en nombre		juin-15	mai-16	juin-16	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois		309	271	267	-1,5%	-13,6%
- dont personnes physiques		293	255	252	-1,2%	-14,0%
- dont personnes morales		16	16	15	-6,3%	-6,3%

en nombre	juin-15	mai-16	juin-16	▲/mois	▲/an
Cotes valides	49	49	49	0,0%	0,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	18	12	12	0,0%	-33,3%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	N-1	N	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	2T	116,41	114,66	-1,5%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb, stock)	juin	16	15	-6,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	juin	376	384	2,1%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	juin	27	41	51,9%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin	43	47	9,3%
Ménages				
emploi salarié (nb, stock)	décembre	2 051	2 046	-0,2%
<i>dont secteur privé</i>	décembre	800	805	0,6%
<i>dont secteur public</i>	décembre	1 251	1 241	-0,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	juin	533	533	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb, stock)	juin	293	252	-14,0%
décision retrait cartes bancaires (nb)	juin	0	12	-
incidents paiements sur chèques (nb)	juin	359	242	-32,6%
importations de produits alimentaires (M XPF)	juin	720	677	-6,0%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	juin	430	459	6,7%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	juin	152	192	26,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	juin	39	54	38,5%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	juin	2 600	2 643	1,7%
exportations	juin	-	-	-
recettes douanières	juin	776	872	12,4%
<i>dont droits de douanes + taxes à l'entrée</i>	juin	547	626	14,4%
<i>dont taxes intérieures de consommation</i>	juin	221	239	8,1%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	juin	3 747	4 455	18,9%
M1	juin	5 807	6 535	12,5%
M2	juin	6 215	7 039	13,3%
Dépôts à terme	juin	1 010	762	-24,6%
M3	juin	7 224	7 801	8,0%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	mars	2 835	3 159	11,4%
<i>dont crédits à la consommation</i>	mars	1 271	1 442	13,5%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	mars	1 102	1 261	14,4%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	mars	169	181	7,2%
Entreprises	mars	821	830	1,0%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	mars	32	93	190,6%
<i>dont crédits d'investissement</i>	mars	637	602	-5,5%
Collectivités locales	mars	287	503	75,1%
Autres agents et CCB non ventilés	mars	10	9	-11,3%
créances douteuses brutes	mars	445	375	-15,7%
taux de créances douteuses	mars	15,7%	11,9%	-3,8 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	mars	2 891	2 966	2,6%
<i>dont assurances-vie</i>	mars	1 121	1 186	5,8%
Sociétés	mars	1 868	1 913	2,4%
Autres agents	mars	2 092	2 127	1,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
Taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,00%	16/03/2016
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable
Taux de la facilité de dépôt	21/06/2016	-0,20%	aux crédits pour accès au réescompte
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	21/06/2016	0,00%	
Taux de la facilité de prêt marginal	21/06/2016	0,25%	
Taux de l'escompte de chèques	21/06/2016	0,25%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/06/2016	31/05/2016	Var. M-1
EONIA	-0,2930%	-0,3240%	+ 0,031 pt
EURIBOR 1 mois	-0,3640%	-0,3490%	- 0,015 pt
EURIBOR 3 mois	-0,2860%	-0,2610%	- 0,025 pt
EURIBOR 6 mois	-0,1790%	-0,1530%	- 0,026 pt
EURIBOR 12 mois	-0,0510%	-0,0150%	- 0,036 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	juin-16	mai-16	Var. M-1
TMO	0,6500%	0,7500%	- 0,100 pt
TME	0,4500%	0,5500%	- 0,100 pt

taux de base bancaire

banques métropolitaines	taux	date d'effet
	6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal deuxième sem. 20:

créances des personnes physiques	taux	JORF
	4,35%	26/06/2016
autres cas	taux	JORF
	0,93%	

Définitions:

Euro OverNight Index Average	EONIA:
EUR. InterBank Offered Rate	EURIBOR:
TMO : taux moyen des obligations publiques	
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme	

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
date	30/06/2016	31/05/2016	29/04/2016	30/06/2016	31/05/2016	29/04/2016	30/06/2016	31/05/2016	29/04/2016
taux JJ	nd	0,387%	0,500%	nd	nd	nd	nd	0,479%	0,470%
3 mois	nd	0,686%	0,810%	nd	0,022%	nd	nd	0,588%	0,675%
10 ans emprunts phares	1,481%	1,872%	1,853%	0,026%	0,110%	-0,074%	95,800%	1,471%	1,616%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er avril 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,05%
Prêts à taux fixe	3,92%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,77%
Prêts à taux variable	3,36%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,16%
Prêts-relais	4,03%	Découverts en compte	13,37%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,72%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	19,92%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	12,91%	Découverts en compte	13,37%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	7,40%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	107,4867	1 NZD/XPF	76,4163	1 HKD/XPF	13,8540	1 GBP/XPF	144,3820	
100 JPY/XPF	104,6311	1 AUD/XPF	79,9328	1 SGD/XPF	79,7832	100 VUV/XPF	98,0527	1 FJD/XPF	51,8721